

Quand depuis 60 ans l'OTAN s'invite en Méditerranée

QUEQUES REPERES HISTORIQUES

Pourquoi rappeler certains épisodes remontant à plusieurs décennies, inconnus des nouvelles générations ou oubliés par les anciens ? Parce que les interprétations du présent risquent d'être incomplètes ou faussées, si les faits actuels ne sont pas mis en perspective avec ceux qui les ont précédés et générés. La réflexion d'un ami, appartenant aux générations qui n'ont pas connu ce passé, m'a aidé à mieux le comprendre.

Il soulignait son accord avec le point de vue que, aujourd'hui, l'atlantisme avec ses multiples implications constitue le piège le plus redoutable pour nos peuples et leurs gouvernants. Comme moi, il fondait son jugement sur les agissements de la nouvelle version de l'OTAN, déployée après la fin de la « guerre froide » entre « l'Est et l'Ouest ». J'ai constaté qu'il mettait surtout en cause, à juste titre, les orientations ultralibérales mondiales qui sous-tendaient ces actes depuis une vingtaine d'années. Mais il ignorait les graves antécédents de cette organisation en Méditerranée au cours des décennies précédentes. De là pourrait découler l'illusion suivante : si on veut écarter pour de bon toute rechute néocoloniale, il suffirait que nos peuples et la « communauté internationale » parviennent, comme c'est souhaitable et au prix de grands efforts, à faire reculer la vague d'agressivité induite ces dernières années par la globalisation financière du capitalisme mondial. Or, ce serait une illusion, ce ne serait qu'une étape, importante certes. On peut éteindre les hautes flammes des incendies, ils reprendront là ou ailleurs tant que les braises couvent sous la cendre et que les vents soufflent dans la mauvaise direction.

Car l'agressivité actuelle est structurelle, elle n'est pas propre à une période d'exacerbation. Ce n'est pas une poussée de fièvre sur un corps sain. Le mal est plus profond, il est aux racines même du système mondial dominant. Les peuples et leurs mouvements de libération avaient commencé à en prendre conscience à l'époque de la conférence de Bandoeng (1955), qui suscita sur tous les continents un élan de décolonisation sans précédent. Mais au fil des décennies suivantes, les convergences mondiales nécessaires entre toutes les forces de libération et d'émancipation pour combattre et extirper le mal à sa racine ne se sont pas produites au niveau suffisant. Aujourd'hui encore, si au delà de la diversité idéologique de tous ceux qui souffrent, ces racines ne sont pas mieux perçues, la voie restera libre aux sollicitations et pressions atlantiques, qui comme on le sait, ont l'art de désinformer pour mieux combiner la carotte et le bâton.

Le « dialogue » selon l'OTAN

La situation a néanmoins bien évolué depuis les années 1940, quand l'Algérie avait été incluse d'autorité dans l'OTAN par les colonisateurs français, situation à laquelle l'indépendance a heureusement mis fin. Les tentatives actuelles, directement américaines, affirment s'inscrire dans un « Dialogue méditerranéen ».

Parler dans ce cas de dialogue relève de l'humour noir ou du cynisme diplomatique, quand on sait le genre de dialogues que les Etats membres de l'OTAN ont pratiqué depuis sa création avec les peuples de cette région. Dialogue de la canonnière et des coups d'Etat, accompagné d'une publicité mirobolante pour le merveilleux «*rêve et mode de vie américain* ». C'est la potion douce pour faire avaler un marché de dupes,

dans la logique des « ventes concomitantes » : je vous livre la promesse (douteuse) d'assurer votre sécurité contre « nos ennemis communs » et vous acceptez un alignement incondtionnel sur ma stratégie, ma conception du monde et mes options tactiques.

L'entreprise prétend s'inscrire dans une dimension d'intérêt planétaire, mais comme par hasard, elle a gardé la dénomination géographique et stratégique de Nord Atlantique. Que nous a apporté en soixante ans l'importation en Méditerranée d'une coalition militaro-politique non invitée par les peuples, dont les deux membres les plus importants et les plus zélés (USA et Grande Bretagne), ne sont même pas des pays riverains ? Quelles raisons aurions-nous de pactiser avec une organisation internationale qui, dans ses objectifs, dans la composition de ses organes de décision, dans ses pratiques, était dès le départ le syndicat et le bras militaire des milieux dirigeants de grandes puissances du monde capitaliste les plus développées (autoproclamées « monde libre »), face au monde économiquement le moins développé ?

Les faits que j'aborde concernent deux catégories de luttes et de problèmes souvent imbriquées, que je distinguerai seulement par commodité de l'exposé : soit des luttes clairement nationales et démocratiques de libération, soit des conflits plus opaques, instrumentalisés à travers des tensions identitaires ou de civilisations. Dans les deux cas, les comportements de l'OTAN sont instructifs, chacun pourra les examiner à la lumière d'un double questionnement :

1. La galère atlantique a-t-elle donné aux peuples et aux Etats qui s'y embarquent la possibilité de choisir souverainement et dans leur propre intérêt les voies et les moyens de résoudre les problèmes sociaux, économiques, politiques et culturels qu'ils affrontent ?

2. La coalition atlantique a-t-elle créé à l'échelle régionale et mondiale les conditions plus grandes de Paix et de sécurité ? Ecarte-t-elle les tensions militaires et la course aux armements ? Favorise-t-elle la dénucléarisation militaire de l'espace méditerranéen et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins exclusivement civiles ?

I. L'OCCIDENT ATLANTISTE FACE AU MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONAL ET SOCIAL ALGERIEN

L'organisation atlantique, créée à l'initiative et sous le contrôle des USA à la fin des années quarante du siècle dernier, avait des objectifs déclarés ouvertement antisoviétiques, partagés par les gouvernements de droite et colonialistes des grands pays d'Europe occidentale. C'était dans un contexte où ces dirigeants avaient amorcé un tournant brutal destiné à effacer les acquis démocratiques et sociaux des résistances nationales et populaires contre les occupations nazies. Aussitôt, la France s'est empressée d'inclure l'Algérie colonisée dans ce dispositif.

C'était pour ses gouvernants une façon de faire admettre à ses partenaires occidentaux que les trois départements algériens étaient bien un prolongement de la France, L'argument français s'adressait en premier lieu aux USA qui ont toujours lorgné avec convoitise du côté de l'Algérie (cf les épisodes de 1942-43 et les tensions entre les USA et de Gaulle à ce sujet durant la deuxième guerre mondiale). L'argument français le plus acceptable par les américains était celui de protéger le flanc sud du dispositif atlantique européen. Le Sud méditerranéen devait en effet, en raison des revendications d'indépendance des pays d'Afrique du Nord, être considéré comme le « ventre mou » de l'Europe. On pourrait citer nombre de publications réactionnaires qui désignaient déjà à l'époque le communisme et l'islam comme les ennemis dont la coalition menaçait l'Occident.

L'OTAN et l'Algérie en lutte

Les organisations nationales algériennes, ainsi que le Mouvement algérien de la Paix (auquel participaient aussi ces partis et associations) protestèrent vigoureusement contre l'engagement imposé à notre pays, au nom d'un statut colonial rejeté par le peuple algérien. Dans un mémorandum adressé à l'ONU, le MTLD, principale formation nationale du pays, ajoutait à cet argument unanime, un autre beaucoup moins heureux sous la signature de Messali Hadj. Il revenait en substance à suggérer que si le « monde libre » voulait lutter contre le communisme, les Algériens étaient les plus habilités à le faire.

C'était pour le moins une maladresse que le leader nationaliste aurait gagné à éviter, lui qui quelques années auparavant avait eu le bon sens de mettre en garde ses compagnons de lutte contre un alignement sur l'hitlérisme. Sans doute peut-on y voir un effet des illusions répandues alors, consistant à miser exagérément sur les contradictions entre les USA et la France et sur l'alignement sans réserve envers les positions de la « Ligue arabe », récemment fondée sous les auspices des régimes inféodés aux colonisateurs, britanniques notamment.

Il y avait aussi une conception idéologique du nationalisme qui conduisait certains à se sentir plus proches de la famille mondiale des « nationalistes » (désignés ainsi par la presse capitaliste mondiale) tels que les réactionnaires comme Franco opposé aux républicains espagnols ou Tchang Kai Chek opposé aux communistes chinois.

Cette offre de services au « monde libre » (à la fois idéologique et inspirée d'un faux calcul tactique) ne sera heureusement plus renouvelée, du moins aussi explicitement. Toujours est-il que, même sous des formes plus subtiles (comme l'alignement de certains élus MTLD sur des courants atlantistes néocoloniaux tels que celui du maire d'Alger Jacques Chevallier), elle ne trouvera pas de récompense auprès des impérialistes. Dans les jours qui ont suivi les premières actions insurrectionnelles du 1^{er} novembre 1954, le gouvernement français dépêchait d'urgence sur l'Algérie la division mécanisée stationnée en Allemagne au titre des forces de l'OTAN. Signalons en passant que dans ce gouvernement, le sous-secrétaire d'Etat à la Guerre était Jacques Chevallier, qui déclarait en mai 1955 : « On ne lutte pas avec des moyens légaux contre les hors-la loi ... C'est la loi du talion... la seule que comprennent et admettent ces populations de l'intérieur simples et fidèles ».¹

Tout au long de la guerre, l'OTAN et les USA apporteront un soutien militaire et logistique constant et important à l'armée d'occupation, en particulier en matière d'équipements contre guérilla, dont la France n'était pas bien pourvue, tels que hélicoptères et instruments de détection. Par centaines de milliers, combattants ou populations civiles ont subi d'une façon ou d'une autre, comme aujourd'hui en Palestine, Liban et Irak, les engins de mort et de destruction fabriqués outre Atlantique. J'ai toujours en mémoire les numéros et marques de fabrique gravés sur les fragments de roquettes meurtriers que j'ai recueillis sur les lieux (entre Barika et l'ex Mac Mahon), où mon frère opérateur radio dans les Aurès, avait laissé sa vie avec tout son groupe encerclé et pilonné durant des heures.

Collusion atlantique globale et rivalités collatérales

Bien que les USA et la France aient eu des intérêts et des visions partiellement différentes, les deux impérialismes convergeaient sur la nécessité de garder l'Algérie sous la coupe atlantique.

Le général français Allard, ancien d'Indochine, commandant la division du Constantinois et chef de la division Plan et Opérations du SHAPE (Grand Quartier général des Forces Alliées en Europe) déclarait dans une Conférence faite en novembre 1957 (après l'échec de l'agression tripartite contre l'Egypte: « *l'axe d'effort principal (de l'URSS) n'est pas l'axe direct Est-Ouest, mais une vaste courbe passant par la Chine, l'Extrême Orient, les Indes, le Moyen Orient, l'Egypte et l'Afrique du Nord... Il ne manque plus (à l'URSS*

^{1 1} Deux années plus tard, Jacques Chevallier se démarquera de la grosse colonisation terrienne et de ses ultras racistes. Il rendra même des services aux dirigeants FLN de la zone autonome d'Alger, dans la période difficile de 1956-57. Les historiens pourront démêler dans l'évolution de cette personnalité complexe la part qui revient aux sentiments personnels, humanitaires et d'attachement à l'Algérie et celle qui s'apparente à l'itinéraire d'autres « amis » des causes arabes que furent Lawrence d'Arabie ou Glubb Pacha le commandant de la Légion arabe de Jordanie.

après l'Indochine et l'Egypte) pour atteindre ce but que d'arracher l'Algérie à la France...La ligne de défense arrière, la dernière, passe par la France... ».

Quant aux USA, tout en apportant leur appui à la France dans ses entreprises coloniales, leur calcul dans le cadre global impérialiste était plus subtil. Dès le début de 1953, un bulletin de la flotte et des « Marines » US (US Naval Proceedings » estimait : « Si la guerre vient (avec l'URSS), il peut être préférable de la faire en Afrique et dans le Moyen Orient ». A la fin de la même année, le périodique new-yorkais « The Nation » situait un peu plus les intérêts américains dans cette stratégie et faisait remarquer : « En Afrique, on trouve le dernier point fort du vieil empire européen et c'est en même temps le seuil le plus prometteur du nouvel Empire américain ».

On comprend mieux ainsi les raisons des positions américaines qui dans certaines circonstances se démarquaient des positions sur le terrain de la Grande Bretagne et de la France. Les USA n'étaient pas moins dominateurs que ces deux maîtres des plus grands empires coloniaux traditionnels. Mais ils manoeuvraient pour se substituer à eux dans les zones d'influence que les deux puissances européennes conservaient encore dans la première moitié du vingtième siècle en Asie, Moyen et Proche-Orient, Afrique et même Europe balkanique.

On comprend pourquoi en octobre 1956, à l'occasion de l'agression contre Suez, dirigée aussi bien contre l'Egypte nassérienne que contre notre guerre d'indépendance, on a vu qu'après l'ultimatum efficace des dirigeants de l'URSS aux agresseurs franco-britanniques et israéliens, les USA ont dans l'urgence retiré à ces derniers une couverture qu'ils leur auraient gardée si leur agression avait réussi sans entraîner de réaction soviétique.

De la même façon, John Kennedy fera vers la fin de notre guerre de libération une timide déclaration en faveur de l'indépendance algérienne. C'est ce même défenseur tardif de la liberté des peuples qui inspira et soutint la fameuse et désastreuse invasion qui fut repoussée à la baie des Cochons en avril 1961 par le peuple cubain fraîchement libéré. La nouvelle position sur l'Algérie ne coûtait plus rien au président des USA : De Gaulle avait lui-même déjà tiré ses propres conclusions de la résistance algérienne. La diplomatie américaine était soucieuse de contrecarrer les projets pétroliers et nucléaires de De Gaulle liés au Sahara algérien, parallèlement à ses efforts pour secouer la tutelle pesante de l'OTAN et des USA. De plus ces derniers étaient fortement préoccupés par les bonnes relations grandissantes entre le GPRA (Gouvernement provisoire Algérien) et les pays socialistes.

La fermeté est plus payante

Dans cette guerre diplomatique et psychologique, il me semble que l'Algérie aurait davantage gagné si les dirigeants du FLN, tout en maintenant le cap sur une conception du « neutralisme positif » tel que conçu à Bandoeng (1955) et redéfini à la conférence des Non Alignés de Belgrade (1961), s'étaient montrés moins sensibles au chantage anticommuniste des USA et de l'OTAN. L'affirmation plus nette et plus précoce d'une ouverture à tout soutien d'où qu'il vienne aurait été plus avantageuse que les professions d'hostilité ou de méfiance envers tout engagement ou soutien communiste dont nous avons eu plusieurs exemples durant la première moitié de la guerre.

L'Algérie n'a hérité de ces positions pour le moins ambiguës, que les lourdes séquelles d'orientations antisociales et antidémocratiques qui ont prévalu au sein d'une partie du mouvement politique et syndical (à travers les rouages bureaucratiques de l'UGTA notamment). Rappelons que parallèlement à la mise en place de l'Organisation de l'OTAN à la fin des années quarante, la CISL américaine et les « Syndicats Libres » de Irving Brown avaient été chargés très officiellement, avec force moyens financiers, journalistiques et hommes de main, de diffuser ces orientations en direction de l'Europe et de la Méditerranée. On avait vu aussi à la fin des années quarante, certaines tentatives, restées infructueuses, d'organisations internationales de la jeunesse inféodées aux USA telle que la WAY, d'éloigner de l'action radicale les organisations de jeunesse et étudiantes algériennes sous prétexte de spécificité culturelle islamique.

Pour justifier les réticences initiales envers les pays socialistes pourtant amis et soutiens des pays de Bandoeng, certains idéologues ou dirigeants politiques algériens ont alimenté la rumeur d'une prétendue hostilité ou froideur des pays socialistes envers la lutte armée algérienne pour l'indépendance. Petite

parenthèse et témoignage pour l'Histoire. Quand Larbi Bouhali, premier secrétaire du Parti Communiste Algérien, condamné et recherché avant le 1^{er} novembre 1954, a quitté l'Algérie clandestinement à la fin de 1956, une de ses premières rencontres au début de 1957 (avec l'aide des grands partis communistes d'Europe), a été avec les Partis Communistes de Yougoslavie et d'Albanie. Ces derniers lui ont assuré qu'ils étaient prêts à soutenir de toutes les façons, y compris en armement, la lutte pour l'indépendance.²

La perte de contact de la direction du PCA avec les dirigeants du FLN, à l'intérieur d'abord à partir de 1957 du fait de la répression coloniale, puis à l'extérieur par volonté délibérée des dirigeants du FLN, n'a pas permis de les informer de la décision pour la mettre en pratique. Un peu plus tard, les rencontres de Larbi Bouhali avec les dirigeants du PC Chinois (dont Mao Tsé Toung en personne) et vietnamien ont abouti aux mêmes résultats positifs, bien avant que les dirigeants algériens du FLN ne se décident, encouragés et poussés par l'opinion nationale, à prendre à leur tour ces contacts. Il s'est confirmé par la suite que les relations officielles que le GPRA en guerre a entamées avec les Etats socialistes, loin de provoquer un durcissement des Etats membres de l'OTAN, ont au contraire exercé une pression utile sur eux, vu leurs craintes que cette coopération ne se renforce au détriment de l'influence occidentale.

Le poids des pressions atlantistes

Ce rappel des faits ne se veut pas polémique. Son utilité est de confirmer à quel point est hasardeuse l'illusion d'échapper au chantage de l'OTAN en croyant tirer bénéfice d'une complaisance affichée envers les courants atlantistes, à contre-courant des sentiments ou intérêts de son propre peuple. Ce calcul entraîne pour le moins des manques à gagner et la sous-estimation des autres alternatives fondées sur la jonction du « compter sur soi » avec les alliances nationales et internationales les mieux fondées.

Deux chefs d'Etat, De Gaulle en France et Boumediène en Algérie, ont eu après 1962, chacun dans les conditions propres de son pays, une certaine volonté de résister aux sirènes atlantiques pour sauvegarder leur autonomie de décision et une stratégie nationale de développement. Néanmoins, malgré le refus de compromission politique directe avec l'hégémonisme des USA, l'emprise économique et idéologique des puissances atlantistes sur les deux pays dans des formes différentes ont préparé durant des années le terrain pour la nouvelle offensive des visées atlantistes américaines, qui se redéplient depuis les années 90 parallèlement à la globalisation financière.

En France, des intérêts et secteurs d'activité français considérables se sont mis à la remorque des monopoles et de la politique internationale des USA, rendant presque identiques dans ce domaine les alternances gouvernementales social-démocrates ou de droite.

Dans l'Algérie prétendument socialiste, cette emprise grandissante malgré une politique extérieure qui se voulait relativement indépendante, a imprégné différents secteurs des activités nationales algériennes. Elle a accentué, surtout à partir des années 80, les déboires des mégaprojets industriels liés aux monopoles occidentaux, un endettement financier considérable et la consolidation des clans rentiers au sein du pouvoir oligarchique. Elle a favorisé la montée de l'islamisme politique dans ses formes les plus violentes, aggravée par la gestion essentiellement sécuritaire et manœuvrière de la crise par le système autocratique. On a assisté durant les années 90 à l'irruption économique des monopoles américains qui ont tiré profit des graves problèmes de l'Etat algérien au détriment des intérêts français traditionnels, plus spécialement dans le domaine des hydrocarbures sahariens. C'est la raison de l'acharnement à peine dissimulé avec lequel aux USA, les cercles officiels, médiatiques ou même certains universitaires abondaient de commentaires qui souhaitaient et attendaient que l'Etat algérien « tombe dans leur giron comme un fruit mûr ». On se souvient qu'un de leurs arguments frappants au tout début de la crise politique était que l'Algérie cherchait à se doter de l'arme atomique.

La phase actuelle est celle où le Pentagone et le département d'Etat s'efforcent de transformer leurs avancées économique-financières et médiatiques en avantages diplomatiques et militaires plus substantiels, tandis qu'ont régressé de façon spectaculaire dans les statistiques les indices du développement humain pour

² L'information (de quelle source ?) donnée dans le dictionnaire « Engagements sociaux et mouvement national » sous la direction de René Gallissot, selon laquelle une telle mission avait été accomplie par Camille Larrivière en 1956, est inexacte. Ce dernier vivait alors clandestinement à Alger où il coopérait aux activités de l'organisation armée des « Combattants de la Libération ».

lesquels l'Algérie avait acquis au cours des années 70 une grande avance par rapport à la plupart des pays du Machreq et du Maghreb.

Ainsi s'est accentuée dans les domaines les plus vitaux le glissement vers une dépendance accrue de l'Algérie envers le système impérialiste. J'aurai l'occasion d'illustrer la part importante qui revient dans cette évolution, à la façon dont les puissances atlantiques ont géré à leur profit la montée mondiale des conflits à couverture identitaire et religieuse (en particulier islamiste) dans leurs formes les plus destructrices avant et durant la décennie 1990.

II. Aux quatre coins de la Méditerranée

L'OTAN PROGRAMMEE POUR LES FUTURES EN AVANT

La nature et les antécédents de l'organisation atlantique la condamnent à être un récidiviste permanent dans les fonctions de gendarme au service de ses commanditaires. Les peuples de la rive nord et européenne de la Méditerranée ont subi eux aussi les préjudices de la politique atlantique, même si les formes et l'intensité de ces atteintes ont été différentes que celles de la rive sud et orientale.

Les cas les plus graves et les plus significatifs de ces localisations européennes ont été celui de la Grèce après la deuxième guerre mondiale et, plus près de l'époque actuelle, celui des peuples de l'ex Yougoslavie.

Ici aussi, le contexte global a été celui de l'implantation progressive du nouveau venu nord américain au détriment des impérialismes franco-britanniques ancrés traditionnellement dans la région. Les USA, à la différence de tous les autres belligérants des deux camps épuisés par la guerre et les destructions, ont été eux-mêmes épargnés sur leur propre sol des malheurs de la deuxième guerre mondiale et s'en sont sortis considérablement renforcés économiquement. Ils ont mis à profit à la fois leur puissance militaire et le levier d'une solidarité politique occidentale obtenue sous les pressions économiques (avec le plan Marshall). La démarche allait trouver peu d'années plus tard une expression militaire plus structurée dans la création de l'OTAN. Mais cette agressivité au nom de la défense du « monde libre » n'aura pas attendu la consécration officielle de la doctrine atlantiste pour s'exprimer sur le terrain européen.

En Grèce, tragédie de la guerre civile

Dès décembre 1944, le processus a commencé en Grèce par une espèce de 8 mai algérien avant l'heure. L'une des différences avec l'Algérie était seulement qu'en Grèce la provocation sanglante n'a pas attendu la fin de la guerre mondiale, elle a frappé six mois avant. Les manifestants concernés étaient aussi de nationalité différente: les citoyens mitraillés et bombardés sur la place de Syndagma (l'actuelle Place de la Constitution) et dans les rues d'Athènes étaient les hommes, femmes et enfants grecs, qui célébraient eux aussi pacifiquement l'espoir et la liberté reconquise par leur Résistance contre l'occupant allemand, tandis que les massacreurs étaient ceux de l'aviation, de l'infanterie et des blindés britanniques qui venaient de débarquer après la fuite des troupes nazies. Comme pour souligner la marque de fabrique d'une partie de ces événements, ceux qui mitraillèrent la foule rassemblée sur l'immense place le faisaient du haut de la terrasse et des balcons de l'Hôtel « Grande Bretagne ».

A part ces détails, la ressemblance profonde avec l'Algérie est que l'infanterie et l'aviation étrangères étaient là pour voler au peuple sa liberté et ses perspectives de souveraineté nationale. Les forces britanniques avaient été absentes du territoire tout au long de la guerre antifasciste. Il y avait, en Grèce comme en Yougoslavie, une grande différence avec la plupart des autres pays de l'Europe occupée. C'est le peuple en armes, mobilisé massivement autour du Front National de Libération (EAM) et de l'Armée populaire de Libération (ELAS) qui, après la déroute des agresseurs Italiens au tout début (octobre 40 à mars

41) avait contraint les occupants allemands (présents dans le pays depuis mai 1941) à fuir le continent et les îles grecques plusieurs mois avant l'écrasement de Hitler à Berlin. Cela avait coûté au peuple grec trois années et demie de combats lourds de souffrances populaires et notamment d'une famine gigantesque, qui à elle seule avait fait dans ce petit pays 300 000 victimes civiles, sur un total de 650 000 à 700 000 victimes de la guerre antinazie (incluant les combattants), avec 1700 villages incendiés.

A ce peuple assoiffé de paix et de liberté, les interventionnistes britanniques, coalisés avec des forces locales qui avaient collaboré avec l'occupant nazi, allaient imposer plusieurs années de guerre civile malgré les concessions initiales des forces communistes et progressistes visant à des solutions pacifiques permettant l'expression démocratique de la volonté populaire.

La logique de l'intervention étrangère était dans la continuité de la longue époque écoulée depuis les débuts de l'indépendance grecque au dix neuvième siècle. Tout au long de ces décennies, dans la stratégie de la Grande Bretagne, la Grèce jouait le rôle d'une semi-colonie servant ses intérêts économiques et stratégiques au Sud de l'Europe et sur la route du Moyen Orient et des Indes. Elle associait à cette gestion, avec parfois des contradictions secondaires résolues sur le dos du peuple, les rois de Grèce importés de dynasties germaniques et d'Europe centrale après avoir laminé tous les leaders et projets démocratiques généreux issus des luttes d'indépendance.

L'un des méfaits de cette stratégie a été, entre autres, de pousser la Grèce au début des années vingt (sans s'engager eux-mêmes) contre le nouveau régime républicain de Turquie issu de la chute de l'Empire ottoman, une aventure que le peuple grec a ressenti durement comme « la Catastrophe d'Asie Mineure ». Un autre des méfaits a été de favoriser la montée de régimes fascisants comme celui de Metaxas bien avant le début de la deuxième guerre mondiale.

On comprend qu'en 1944 et 1945, après sa résistance victorieuse au nazisme, le peuple grec aspirait vigoureusement à tourner la page. Les colonialistes britanniques en ont décidé autrement, relayés peu après par les USA qui ont apporté tout leur soutien logistique, tactique et politique, en particulier à partir de 1948, à la répression de la résistance populaire (entre autres 74000 tonnes d'armement le plus moderne et 250 conseillers militaires). Il est significatif que c'est en Grèce que le napalm américain a été utilisé pour la première fois, bien avant son utilisation contre les indépendances au Viet Nam et en Algérie (388 bombes au napalm lâchées lors de la dernière bataille du mont Grammos en 1949).

Domination atlantique en Europe occidentale

Quel était le sens de cette intrusion américaine grandissante ? Sûrement pas l'amour de la démocratie dont étaient pleins les discours des porte paroles du « monde libre ». Si des élections s'étaient déroulées librement à l'issue de la guerre mondiale, elles auraient été remportées massivement par les communistes, les progressistes et les organisations populaires et sociales de Grèce. Les Etats voisins de démocratie populaire ne sont pas intervenus directement dans la guerre civile, ce qui aurait aggravé et contribué à légitimer les prétextes des bellicistes américains.

Des commentateurs ont souvent incriminé l'esprit de l'accord de Yalta entre les « Trois Grands » (Russie, USA et Grande Bretagne) durant la guerre mondiale, pour regretter que les pays socialistes ne se soient pas ingérés jusqu'à prendre le risque d'une intervention militaire dans le conflit. Qu'auraient dit ces commentateurs s'ils l'avaient fait, avec toutes les conséquences qui s'en seraient suivies ? Dans cette question controversée et faussée par les a priori idéologiques, il me semble que l'esprit de Yalta, s'il avait été appliqué dans une conception de paix et de coopération internationale, ne visait nullement à encourager les ingérences militaires étatiques en dehors de ripostes défensives à des agressions étrangères. Il pouvait laisser à la volonté de liberté des peuples se trouvant dans des zones d'influence une marge pour agir démocratiquement sans subir la tyrannie des raisons d'Etat. Ce n'est pas l'esprit de Yalta, comme effort de préservation de la paix mondiale et régionale, qui a prévalu, mais son contraire et sa violation par des Etats étrangers contre la volonté d'un peuple. Ce qui a prévalu, c'est l'esprit de guerre froide pour l'instauration d'une hégémonie américaine absolue sur le monde. Cet esprit animait la direction des USA avant même que soit terminée la guerre mondiale, notamment après la mort de Roosevelt. Le fait est largement reconnu, de

même que sa traduction en politique intérieure américaine avec la sombre période du Mac Carthysme. Dès 1945, la doctrine Truman justifiait idéologiquement le caractère hégémonique et même barbare de cette démarche, illustré par les horreurs de Hiroshima et Nagasaki contre les dizaines de milliers de victimes civiles japonaises, un crime contre l'Humanité, sans signification ni justification militaire réelle, sinon la volonté de terroriser le reste du monde pour le soumettre à la fatalité de la domination US.

Truman, son administration et ses alliés britanniques ne voulaient à aucun prix de l'accession démocratique et pacifique des forces populaires et antifascistes de Grèce au pouvoir. Tout en limitant l'influence britannique déjà affaiblie dans la région (ce que Eisenhower continuera de faire en 1956 à l'occasion de l'agression franco-britannique et israélienne contre l'Egypte), il fallait aux dirigeants des USA, installer solidement des bases militaires en Grèce en obtenant l'appui de couches dirigeantes grecques gagnées à l'anticommunisme. Ces dernières ont également engagé la Grèce dans la participation à la guerre de Corée en 1950.

Après la fin de la guerre civile, la population grecque a vécu plusieurs années de très dure répression (tortures, exécutions, emprisonnements massifs, exactions collectives, représailles sociales et familiales). Malgré cela, les courants démocratiques, ont à nouveau repris en mains l'aspiration profonde de leur peuple à la paix et à la liberté. La gauche communiste en était le secteur le plus actif, elle a impulsé et imposé la légalité du rassemblement EDA. La montée électorale de ce dernier, l'émergence de gouvernements centristes s'engageant sur la voie d'une démocratisation de la vie du pays, se sont heurtées aux provocations répétées des courants réactionnaires soutenus par les USA et leurs services (cf l'assassinat de Lambrakis qui a été illustré par le film célèbre « Z » de Costas Gavras). La nation et le peuple grecs allaient-ils pouvoir panser les blessures encore fraîches de la guerre civile?

Dictature des colonels et désastres en série sur la Méditerranée orientale

Une convalescence démocratique de la Grèce ne convenait pas aux USA qui voulaient avoir les mains totalement libres dans la région. En 1967, c'était l'époque où Kissinger ourdissait de tous côtés sa série de complots et coups de force de triste mémoire : assassinat de Che Guevara en Bolivie, bombardements au Guatemala, etc. En avril de cette même année 1967, comme ils l'avaient fait précédemment en Indonésie en liaison avec la CIA (des centaines de milliers de citoyens massacrés), ils ont fomenté le coup d'Etat des colonels grecs (formés aux Etats-Unis) qui ont appliqué à la lettre le « Plan Prométhée » mis au point par l'OTAN. La Grèce a été replongée dans sept nouvelles années d'une dictature sauvage impitoyable.

Les USA consolidaient ainsi leurs plans à long terme d'hégémonie de leur Sixième Flotte sur la Méditerranée en aménageant tranquillement leur immense base souterraine de l'île de Crète, surnommée « le porte avion insubmersible ». Mais ils avaient aussi d'autres objectifs immédiats.

En effet, ce qui explique en partie la précipitation et la date du coup d'Etat, ils mettaient en œuvre le plan mis au point en concertation avec les dirigeants d'Israël pour une attaque contre les pays arabes. Depuis quelques années, les dirigeants israéliens se tournaient davantage vers les Etats-Unis après avoir été déçus par la France de De Gaulle qui ne leur fournissait plus le même appui militaire et politique qu'auparavant. Le plan des USA consistait à fournir depuis la Grèce aux partisans israéliens d'une « guerre préventive », une base d'appui logistique contre l'Egypte et la Syrie. Deux mois en effet après le coup d'Etat des colonels à Athènes, la guerre colonialiste « des Six Jours » était déclenchée, à l'initiative d'Israël comme le reconnaîtra plus tard Menahem Begin. Ce fut un désastre historique pour la Palestine et tous les Etats arabes de la région. Comme en 1948, la dispersion de leurs motivations, leur impréparation aussi bien politique que militaire était flagrante, contrastant avec les proclamations et vantardises officielles hors de proportion avec les capacités réelles. Cette guerre aura des conséquences géopolitiques importantes et durables sur la situation en Méditerranée.

Les nuisances de cette dictature des colonels grecs proaméricains ne s'exerceront pas seulement contre le monde arabe. Elles vont affecter gravement la politique neutraliste de l'Etat de Chypre qui, sous la direction de Makarios acquis aux orientations de Paix du mouvement des Non Alignés, indisposait de plus en plus les

dirigeants fascisants de Grèce et leurs protecteurs d'Outre Atlantique. C'est alors que ces derniers inspirèrent l'aventure du coup d'Etat à Chypre qui renversa Makarios. Les aventuriers auteurs de ce coup d'Etat étaient connus pour leur revendication de rattachement de Chypre à la Grèce. Le risque pris par ces aventuriers nationalistes de mettre en danger le fragile équilibre entre les deux communautés chypriotes fut à l'origine d'une grave crise qui, avec l'intervention militaire turque, menaça sérieusement la paix et la stabilité de cette région. Les conséquences n'en sont toujours pas effacées aujourd'hui.

Cet épisode précipita néanmoins la chute d'une dictature aussi sanguinaire qu'aventuriste. A nouveau au prix de lourds sacrifices, les forces démocratiques de Grèce, soutenues cette fois par un fort courant d'opinion en Europe et dans le monde, parvinrent en 1974 à renverser le régime des colonels. Ce fut le début d'une nouvelle étape pour la conquête et la consolidation de droits sociaux et libertés démocratiques. La lourde présence américaine, toujours sensible dans tous les domaines, trouvait cependant en face d'elle une opposition nationale plus large et mûrie par l'expérience.

Dans les années qui ont suivi, l'adhésion à l'Union Européenne ne changeait pas fondamentalement les rapports de force internes en Grèce et la solution des inégalités sociales dont étaient victimes les couches les plus exploitées. Mais elle créait jusqu'à un certain point des conditions relativement plus favorables pour limiter les risques toujours latents de graves perturbations dans une région aussi sensible que les Balkans. Les années 80 ont même marqué, à l'initiative mutuelle de la Grèce et de la Bulgarie, une certaine détente bénéfique à cette région entre les Etats balkaniques appartenant aux deux blocs opposés par la guerre froide.

Bosnie, Kosovo, le chaos balkanique

Espoir fragile, compte tenu de la menace foncière constituée pour la région par le bloc des puissances de l'OTAN. Leur implantation prenait jusque là prétexte du danger « rouge » pour justifier leur présence et leurs ingérences. L'hypocrisie de l'argument éclata au grand jour aussitôt que le démantèlement du système socialiste de l'Est européen a mis fin au rôle dissuasif que ce dernier avait joué en mettant son poids au service d'une politique de coexistence et de désarmement. Cette politique était un contrepoids, une des garanties pour améliorer les chances de paix et de sécurité dans la région. C'était un besoin pour le développement interne et la levée des lourdes contraintes de toutes sortes qui pesaient sur le système socialiste et en même temps un terrain plus favorable à l'éclosion de politiques plus démocratiques et sociales dans le reste du monde.

La rupture de ce relatif équilibre stratégique mondial a donné le signal du démantèlement de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie. Il fut encouragé par les puissances occidentales empressées à revenir au légendaire chaos des « balkanisations » censées servir leurs intérêts. L'éclatement de ce facteur de paix et d'équilibres balkaniques a résulté d'une conjonction entre la poussée des nationalismes agressifs et expansionnistes locaux (de Serbie et de Croatie) et les appétits de leurs soutiens réciproques, allemand et français, qui ont repris leurs luttes d'influence traditionnelles, sur le dos des peuples de la région et plus particulièrement des Bosniaques musulmans.

Les états-majors des USA se réjouissaient d'une déstabilisation sur la base de déchirements identitaires et des affrontements sanglants qui confortaient leurs plans de long terme. Ils attendaient leur heure, qui effectivement n'a pas tardé. Prenant prétexte des contradictions et des incohérences manœuvrières de leurs alliés occidentaux, les USA ignorèrent et sabotèrent systématiquement le leader du Kosovo, Ibrahim Rugova, régulièrement élu, indépendantiste, mais partisan pour le Kosovo d'une solution pacifique, négociée et soucieuse de stabilité balkanique. Ils soutenaient en même temps activement la mystérieuse « UCK », reconnue y compris par des officiels américains comme une organisation maffieuse et terroriste qui leur était inféodée. L'activité de cette dernière leur donna le prétexte en 1999 d'entrer en guerre contre Belgrade, dont l'idéologie et les pratiques ont prêté le flanc à l'agression, à l'instar de ce que fit la politique de Saddam Hussein pour l'Irak. Pour les USA, la manipulation consista surtout à donner une couverture humanitaire et obtenir un ralliement occidental à la nouvelle version de l'OTAN, récemment rebaptisée et redéployée pour cette première action officielle.

On connaît l'issue militaire de la guerre du Kosovo contre Belgrade. Quant aux solutions politiques souhaitables, il s'est avéré une fois de plus qu'elles ne surgissent pas de l'écrasement sous les bombes et de l'éclatement des frontières. La situation nouvellement créée n'a été que le prélude à de nouveaux problèmes, non pour la seule région mais à une échelle plus vaste. Une fausse assurance mêlée de lâche soulagement avait beau être entretenue par les médias occidentaux et leurs plumitifs grassement rémunérés qui chantaient le règne d'une Paix établie sous le parapluie de missiles téléguidés ; pour les peuples et les observateurs avertis se profilait la perspective d'une ère nouvelle d'insécurité, plus dangereuse encore pour l'Humanité que celle de la guerre froide Est-Ouest.

Escalades sans fin vers l'Est

Je me souviens d'une discussion entre chercheurs en géopolitique peu après ce triste épilogue. Vu les fondements et les motivations de la doctrine atlantique remaniée, il y aurait de graves prolongements, c'était sûr pour tous. Les seules interrogations étaient : où et quand ?

J'anticipais pour ma part en affirmant que la Yougoslavie, avec ses motivations régionales spécifiques, n'était qu'un tremplin politique et un banc d'essai militaire pour de futures opérations en direction de l'Asie centrale. D'autres, se fondant sur des arguments de réalisme, désignaient plutôt le Moyen Orient. Les circonstances et les évaluations (justes ou fausses) des faucons US quant aux opportunités à saisir nous ont rapidement mis d'accord, en confirmant à peu d'intervalle les deux hypothèses. Les attentats du 11 septembre 2001, dont l'inventaire total reste encore à faire, ont ouvert la voie en fournissant le prétexte et les justifications idéologiques. Le monde a eu droit rapidement à deux opérations d'envergure successives, en direction de l'Afghanistan d'abord, de l'Irak ensuite.

Tous les observateurs admettent que les plans des deux interventions se trouvaient déjà dans leurs grandes lignes dans les cartons des décideurs des USA, entremêlant les raisons véritables d'intérêt économique et stratégique et les prétextes de haute sécurité mondiale invoqués pour l'intervention.

L'Afghanistan d'abord, a donné lieu officiellement au traitement punitif des actes terroristes du 11 septembre 2001, assez clairement établis au niveau de l'exécution et attribués à l'organisation de Ben Laden, sans dissiper l'ombre inquiétante qui entoure le cercle des commanditaires, ainsi que la genèse et le mécanisme de dissémination des pratiques terroristes vers des destinations significatives.

L'Irak ensuite, a été visé pour éliminer selon la fable de Bush, les terrifiantes ADM (armes de destruction massive) qu'aurait détenues Saddam, par ailleurs fortement impliqué selon ces mêmes sources dans les réseaux d'Al Qaida. Les résultats, tragiques pour les peuples de la région et lourds de complications pour l'avenir, ne pouvaient qu'être à la mesure de ces affabulations.

Là aussi, comme après la Yougoslavie, la même vision stratégique appelle de nouvelles fuites en avant. Après l'échec en Irak, ce fut le Liban. Après l'échec au Liban, c'est l'Iran et la Syrie qui sont visés. Après ces derniers, ce serait quoi ? Hitler, après Napoléon, avait prouvé que chaque nouvelle implantation guerrière ne met pas fin aux agressions mais en appelle de nouvelles. Le sentiment de supériorité technologique et logistique ne fait qu'accroître les tentations d'en faire toujours davantage. La démonstration répétée a été faite au cours du siècle dernier et récemment encore, du fiasco avéré des armadas militaires surdimensionnées mais minées par leur faiblesse humaine et politique. Cela ouvrira-t-il les yeux des plus obstinés ? Aucune personne sensée n'ignore désormais que les appareils militairement les plus puissants sont vulnérables en posture d'agresseurs.

La voie difficile des solutions pacifiques

Le peuple grec en tout cas, échaudé dans sa majorité par ses multiples traumatismes balkaniques, semble avoir assimilé jusqu'à un certain point les leçons de l'Histoire et appris que la Paix est le bien le plus précieux pour lui même et pour les autres peuples. Sans doute est-ce la raison pour laquelle ses manifestations de masse contre la guerre d'Irak puis contre les agressions et exactions subies par les peuples

palestiniens et libanais, ont-elles été parmi les plus puissantes de celles qui se sont déroulées en Europe. Sans doute est-ce une des raisons pour lesquelles au niveau populaire comme au niveau gouvernemental, les sentiments envers le monde arabe et musulman sont-ils d'une autre qualité que ceux observés dans d'autres pays d'Europe ou d'Amérique du Nord. Il est significatif que la Grèce, pourtant membre de l'OTAN, soit un des quelques pays d'Europe qui n'ait pas envoyé de contingent militaire en Irak. Par ailleurs, au niveau officiel, soucieux de véritable sécurité et coopération, et en dépit d'un passif historique conflictuel de plusieurs siècles, il soutient la volonté de la Turquie d'adhérer à l'Union européenne, ne cédant pas à la pression des islamophobies ambiantes qui piègent l'Europe et d'autres pays d'Occident.

Lorsque le président Clinton était venu sur la fin de son mandat à Athènes, il avait dû circuler en hélicoptère devant la marée humaine de centaines de milliers de manifestants hostiles aux politiques agressives des USA. Clinton avait demandé pardon au peuple grec pour le tort qui lui avait été causé par la dictature des colonels instaurée avec l'appui de la CIA. Il n'avait pas demandé le pardon pour la guerre civile et d'autres épisodes mais c'était déjà un acquis des mobilisations populaires. Verra-t-on un jour un président d'un des pays de l'OTAN venir présenter ses excuses aux peuples des rives Sud et Est de la Méditerranée pour les torts causés par leur politique ?

Peut-être n'est-il pas irréaliste de l'espérer dans l'intérêt de tous les peuples de la région. Seules leurs mobilisations sur les deux rives feront suffisamment mûrir les initiatives de dignité et d'intelligence, qui ouvrent la voie aux rapports d'une autre nature. Un tel résultat ne sera le fruit ni de l'esprit des Croisades du « Nord », ni celui des « djihadismes » faussement inspirés de l'islam, ni celui des plaidoyers abstraits pour le dialogue des civilisations, sans référence aux injustices et aux contradictions d'intérêt qui brouillent les cartes et retardent les solutions.

Seules y contribueront les luttes menées autour de la Méditerranée et ailleurs pour un monde où les rapports pacifiques et enrichissants entre cultures et civilisations seront mieux garantis par un socle de conquêtes démocratiques et sociales de liberté et d'égalité.

Dans cette préoccupation, une attention particulière devrait être prêtée à la façon dont les chevaliers de l'atlantisme ont géré et entendent continuer de gérer les diversités de l'espace méditerranéen, en particulier leur rapport détestable aux peuples de culture et de civilisation musulmanes. L'inverse mérite autant d'attention, c'est-à-dire le regard porté par les peuples musulmans sur les composantes d'un « Occident », qui ne se réduit pas à la lourde et dangereuse main mise de l'OTAN.

Le problème est d'une actualité brûlante, sur des espaces où l'OTAN est plus que jamais impliquée et qui, dépassant de très loin les limites de la Méditerranée, s'étendent vers les contrées asiatiques où vivent des centaines de millions de musulmans. Là encore, les rêves des adeptes de Huntington se heurteront aux dures réalités. Le grand problème reste celui de construire les orientations, les convergences et les ripostes qui imposeront des solutions de paix et de liberté au prix le moins douloureux pour les peuples et l'avenir de la planète.

Sadek Hadjeres, le 02 avril 2007